Questions orales

LES FINANCES

L'ENTRETIEN DES RÉSIDENCES OFFICIELLES DU PREMIER
MINISTRE AUX FRAIS DES CONTRIBUABLES

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question touche à ce que vient de demander le député de Parry Sound-Muskoka en ce qui concerne l'augmentation du niveau de vie des Canadiens. Je voudrais adresser cette question au ministre des Finances. Étant donné que presque \$300,000 des deniers des contribuables ont déjà été dépensés en 1968 à raison de \$50,000 par an pour rénover et, paraît-il, moderniser la résidence officielle du premier ministre, pourquoi en coûte-t-il encore plus de \$10,000 par an aux contribuables pour entretenir cette résidence sans compter celle du Lac Harrington?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je tiens cette question pour un préavis.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Le ministre pourrait-il nous dire si l'augmentation de 26 p. 100 des dépenses du gouvernement prévue dans le budget se serait reflétée dans les dépenses de rénovation et d'entretien de la résidence du 24 Promenade Sussex qu'ils ont peut-être prévues?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'espère que l'honorable représentant adoptera cette tactique pendant la campagne électorale.

[Français]

LE PLAFONNEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT SUR LES PRÊTS
AUX ÉTUDIANTS

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné que les banques à charte hésitent à consentir des prêts aux étudiants, parce que le taux est plafonné dans leur cas à 7¼ p. 100 en vertu de la loi actuelle, à l'encontre du taux régulièrement admis de 13½ p. 100 dans le commerce en général, le ministre songe-t-il à prendre les moyens nécessaires pour remédier à cette situation?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): J'examinerai cette question très soigneusement, monsieur l'Orateur.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

L'OBSERVANCE PAR LA RUSSIE ET LE JAPON DES
CONTINGENTS FIXÉS PAR LA COMMISSION INTERNATIONALE
DE LA CHASSE À LA BALEINE—LES DÉMARCHES DU CANADA

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, le vendredi 3 mai, j'ai posé certaines questions au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre pourrait-il dire si la décision de la Commission internationale de la chasse à la baleine, à laquelle adhèrent 14 pays, imposant une réduction de 25 p. 100 des contingents, a été observée par la Russie et le Japon ou si ces deux pays poursuivent leur chasse abusive d'espèces menacées d'extinction comme les cachalots et certains autres cétacés de l'Atlantique. Pourrait-il dire à la Chambre si ces deux pays ont fait la chasse plus qu'ils ne devaient et quelles objections ont été soulevées par le Canada et les deux pays intéressés au sujet de cette pratique. Il a dit qu'il me

[M. MacDonald (Cardigan).]

donnerait une réponse lundi. Nous sommes mercredi et je me demande si le ministre est maintenant en mesure de répondre.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement du Canada a demandé que l'Union soviétique et le Japon révisent leur refus d'accepter le contingentement de la Commission internationale de chasse à la baleine, leur signalant l'inconséquence de ces refus étant donné les objectifs généraux poursuivis par le Canada et la plupart des membres de la Commission.

* * *

LES SPORTS

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA MESURE
LÉGISLATIVE PORTANT SUR LE FOOTBALL

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, compte tenu de la déclaration faite au comité hier et de sa réponse aujourd'hui, s'il consent à nous laisser savoir s'il change d'avis de nouveau au sujet du projet de loi sur le football, bien qu'on se trouve rarement deux fois sur le chemin de Damas.

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je conseille au député de consulter le compte rendu de la séance d'hier où j'ai dit qu'à mon avis, la proposition de l'opposition n'était pas réalisable. Je suis du même avis aujourd'hui. Elle n'est pas réalisable, elle le restera en ce qui me concerne et le bill demeure tel quel.

Des voix: Bravo!

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA DISSOLUTION IMMINENTE—LES PROPOS DU PREMIER
MINISTRE LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS—DEMANDE
D'EXPLICATIONS

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du premier ministre. Étant donné que la presse parle de la possibilité d'une élection dans peu de temps, j'aimerais savoir si le premier ministre va répéter ce soir à six heures sept, ou quand le vote aura lieu, les paroles mémorables qu'il a proférées le 30 octobre, date des dernières élections, pour illustrer la tournure d'esprit sentencieuse qui l'a rendu si célèbre auprès des Canadiens, et dire que l'univers continue sa marche comme il se doit?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je pense que si l'univers continuait sa marche comme il se doit, les députés de l'opposition poseraient plus de questions sur les dépenses relatives au Stornoway et moins sur celles de la promenade Sussex.

Une voix: Notre chef est en train de la préparer pour vous, Pierre.

Des voix: Oh, oh!